



APPEL A LA GREVE POUR DENONCER DES MOYENS TOUJOURS INSUFFISANTS POUR L'ECOLE DANS LA HAUTE-GARONNE

Au-delà des slogans affirmant la « priorité à l'éducation » les faits sont têtus. Alors que la Haute-Garonne est un des départements français où la pression démographique est la plus forte, les dotations en postes dans le 1^{er} et le 2nd degré n'ont pas permis d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves. Les effectifs sont toujours trop lourds. Le remplacement et la formation continue restent insuffisants.

Le manque de moyens conduit le rectorat à restreindre les droits des personnels (temps partiels, disponibilité, mobilité). Voilà pourquoi les organisations syndicales SNES, SNEP, SNUEP, SNUipp (FSU31), SNFOLC 31 et CGT Educ'action 31 appellent à la grève le jeudi 1er juin dans le second degré et dans le premier degré pour une dotation de moyens à la Haute-Garonne permettant un service public respectueux des conditions d'apprentissage et des droits des personnels.

La situation générale dans le second degré

A la rentrée 2017, les effectifs dans le second degré augmenteront deux fois plus vite que les moyens. En effet, l'an dernier à la même époque il était prévu 68 postes de plus pour 826 élèves supplémentaires alors que cette année, seulement 87 postes pour 1589 élèves supplémentaires. Il en aurait fallu 130, soit quasiment le double, pour conserver le taux d'encadrement de l'an dernier qui n'était déjà pas bon !!!

La situation dans les collèges

A l'origine de cette baisse sensible des moyens, il y a tout d'abord la réforme du collège qui permet au gouvernement d'économiser des postes sous couvert de changer la pédagogie. La réforme devait « coûter » 4 000 postes au niveau national mais en fait elle permettra d'en économiser 82 (soit 1476h) dans la seule Haute-Garonne, soit presque 1 poste par collège. Cette politique d'austérité est particulièrement violente pour les établissements qui ne sont pas REP ou REP+ tout en ayant des publics difficiles !!! On peut citer comme exemples les collèges Louisa Paulin, Hubertine Auclert, Clémence Isaure, Berthelot, ... Les deux derniers ayant déjà voté le principe d'une grève en mai pour réclamer plus de moyens.

La situation dans les lycées

Les méfaits de la réforme Chatel sont toujours là puisqu'aucun bilan digne de ce nom n'a été produit malgré les promesses. Personnels et élèves en sont toujours les premières victimes, surtout avec la fin du redoublement. A cela, nous devons ajouter que les lycées de l'Education Prioritaire n'ont pas vu la couleur des 10 postes donnés par le ministère à notre académie. Des établissements se sont d'ailleurs déjà mobilisés contre cette injustice comme Rive Gauche, Guynemer, Toulouse-Lautrec ... Et alors même que la réforme Chatel est une mauvaise réforme, la prochaine, si elle s'inspire de celle du collège, risque d'aggraver encore plus la situation !!!

La question des ULIS en collège

L'Inspecteur d'Académie de la Haute-Garonne souhaitait, à la prochaine rentrée, ne plus compter les élèves des ULIS comme élèves des classes ordinaires dans lesquelles ils suivent pourtant des cours. La conséquence, c'est qu'il devait y avoir des classes qui passent le seuil de 30 élèves au moment de l'inclusion des élèves d'ULIS. Ce projet a été mis en échec par la mobilisation de plusieurs établissements, la circulation d'une pétition, l'intervention de plusieurs organisations syndicales et de la FCPE. La Rectrice nous informe que les élèves d'ULIS seront bien comptabilisés dans les effectifs classe.

Parce que nous n'acceptons pas la rentrée telle qu'elle se prépare, l'intersyndicale signataire appelle tous les personnels à la grève et à se rassembler devant le rectorat mardi 30 mai :

Pour l'ouverture et le maintien des classes, des postes et des heures revendiqués par les personnels, contre la multiplication des emplois contractuels et pour la création des postes statutaires, pour l'abandon des réformes largement rejetées par les personnels.

**GREVE LE MARDI 30 MAI
ET RASSEMBLEMENT DEVANT LE RECTORAT
AG des grévistes à 11h / Pique-nique / Audience est demandée à 14h**



POUR LA REUSSITE DE TOUS NOS ELEVES DES MOYENS POUR UNE ECOLE DE LA REUSSITE

Les réformes de ces dernières années (éducation prioritaire, du lycée, du collège...) ont laissé un grand nombre d'établissements et d'écoles sur le bord du chemin. Surtout, elles se sont traduites par une baisse des moyens et une hausse des effectifs par classe ! **Ces réformes, contraires à l'intérêt du service public d'éducation, sont toujours combattues et rejetées par les personnels.** Par exemple dans de nombreux établissements et écoles de l'Éducation prioritaire, les conditions de travail des personnels et **d'apprentissage des élèves continuent de se dégrader avec le non remplacement toujours en hausse, l'enseignement spécialisé qui va définitivement disparaître (SEGPA-RASED)....**

Nouveau ministre de l'Éducation nationale : attention danger !

Jean-Michel Blanquer n'est pas inconnu dans le monde de l'Éducation puisque son dernier passage rue de Grenelle correspond aux ravages de la politique libérale mise en place par N. Sarkozy et L. Chatel. Cette nomination indique que **la volonté du président de la République est bien de libéraliser l'Éducation, de casser son caractère national, de fragiliser le statut des personnels, de déréglementer le système actuel et de mettre à mal l'enseignement professionnel.**

Ainsi il souhaite agir vite pour le dédoublement des CP en REP-REP+ en supprimant le dispositif *Plus de maître-sses que de classes*. Pour nous, cette mesure, hasardeuse pédagogiquement, est difficilement tenable dans les délais impartis (il manquerait 25 % des personnels nécessaires et des locaux).

La CGT Éduc'action dénonce une politique qui vise à amplifier l'autonomisation des établissements du second degré, leur pilotage par des chef-fes d'établissement aux pouvoirs étendus, la gestion des personnels par le mérite et les résultats et le tout évaluation des élèves.

La CGT Éduc'action dénonce aussi les positions avancées par le président et le ministre concernant l'enseignement professionnel. Nous rappelons que nous sommes opposés au transfert de cette voie de formation aux régions.

La CGT Éduc'action considère que cette nomination est un très mauvais signal pour le monde éducatif, les personnels et les élèves. La CGT Éduc'action sera, avec les personnels et les usagers, vigilante et combative pour s'opposer à tous les projets annoncés menaçant l'École.



POUR LE DROIT A L'ÉDUCATION, AU TRAVAIL, A UN LOGEMENT DECENT DANS LES QUARTIERS POPULAIRES :

Le Conseil départemental de la Haute Garonne et le Rectorat ont décidé dans une grande précipitation et sans concertation des premier-es concerné-es, de mettre en place des mesures dites de « mixité sociale » pour la rentrée 2017. Le message adressé aux familles et habitant-es est que dans leur quartier on ne peut pas apprendre convenablement et que pour ce faire ils doivent aller ailleurs.

La mobilisation tant des personnels que des habitant-es et parents d'élèves contre ce projet ne cessent depuis de nombreux mois.

Le démantèlement programmé de deux collèges, sans aucune garantie à ce jour quant à leur reconstruction et les conditions matérielles de déplacement des élèves, qui pour certains devront se rendre jusqu'à Balma, vont avoir des conséquences désastreuses sur la scolarité des enfants, sacrifiés au nom d'une politique qui va encore aggraver l'enclavement de leur quartier.

La Cgt Educ'action réaffirme sa totale opposition à ce projet rejeté par une grande majorité des parents et habitant-es et exige au contraire l'octroi de moyens financiers et humains pour les écoles et établissement des quartiers populaires ainsi qu'un moratoire d'une année qui permette aux familles et habitant-es de la Reynerie d'être enfin entendu-es.

LA CGT REVENDIQUE UN SERVICE PUBLIC NATIONAL QUI GARANTISSE UN MEME DROIT A L'ÉDUCATION ET L'ÉGALITÉ DES DROITS DANS TOUS LES QUARTIERS, DANS TOUTES LES RÉGIONS

- Pour de réels moyens pour une école de la réussite de toutes et tous, de la maternelle au lycée
- Contre les faux semblants de la mixité sociale
- Pour le maintien et le renforcement du service public de l'Éducation dans tous les quartiers tant en milieu urbain que dans les zones rurales

**GREVE LE MARDI 30 MAI
ET RASSEMBLEMENT DEVANT LE RECTORAT - AG des grévistes à 11h**